



**CONDITIONS D'UTILISATION DU FORMULAIRE**

**(1) GENERALITES**

Il s'agit d'un formulaire unique prévu par l'article R.235-76 du Code de Commerce. Quelle que soit l'action proposée, le signataire est prié d'indiquer son objet, la zone réservée à cet effet, sera celle (ou plusieurs), prioritairement, duquel et/ou de laquelle il est demandé l'ajout sur le formulaire, le signataire doit les remplir et, éventuellement, les modifier. Pour les personnes morales, le signataire doit renseigner ses nom, prénom et qualité. Si le signataire n'est pas l'administrateur (général, Directeur, etc.) il doit mentionner ses nom, prénom et la qualité en indiquant le nom du formulaire de vote. Le formulaire destiné pour une assemblée validé pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (article R.235-77 alinéa 3 du Code de Commerce).

Le vote des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (articles R.235-81 du Code de Commerce). Ne pas utiliser la « JE VOTE PAR CORRESPONDANCE » et « JE DONNE POUVOIR » (Article R.235-81 du Code de Commerce). La version française de ce document fait foi.

**(2) VOTE PAR CORRESPONDANCE**

Article L.235-107 du Code de Commerce (extrait) :

1. Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Les dispositions relatives aux statuts sont applicables non écrites. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions de validité fixées par décret en Conseil d'Etat. Les formulaires ne donnant aucun signe de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

→ Si vous désirez voter par correspondance, vous devez obligatoirement noter la case « JE VOTE PAR CORRESPONDANCE » au verso.

Dans ce cas, il vous est demandé :

- Pour les projets de résolutions proposées ou ajoutés par l'Organe de Direction :
- soit de voter "oui" pour l'ensemble des résolutions en ne renseignant aucune case,
- soit de voter "non" ou de voter "abstention" (ou qu'équival à voter "non") sur certains ou sur toutes les résolutions en renseignant individuellement les cases correspondantes.
- Pour les projets de résolutions non ajoutés par l'Organe de Direction, de voter résolution par résolution en renseignant la case correspondant à votre vote.

En outre, pour le cas des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposées lors de l'assemblée, il vous est demandé d'opter entre 3 solutions (pouvoir au Président de l'assemblée générale, abstention ou pouvoir à personne déterminée), en renseignant la case correspondant à votre choix.

Si les informations contenues sur ce formulaire sont utiles pour un futur mandat d'information, elles sont soumises aux prescriptions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, en ce qui concerne notamment le droit d'accès et de rectification pouvant être exercé sur l'interne, auprès de son teneur de compte.

**FORM TERMS AND CONDITIONS**

**(1) GENERAL INFORMATION**

This is the sole form pursuant to Article R.235-76 du Code de Commerce. Whichever option is used, the signatory should write his/her exact name and address. In capital letters in the space provided e.g. a legal guardian. If this information is already supplied, please verify and correct if necessary.

If the signatory is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he is entitled to sign on the legal entity's behalf. If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian, please specify your full name and the capacity in which you are signing the proxy. The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda (Article R.235-77 alinéa 3 du Code de Commerce).

The text of the resolutions to be included in the notification of the meeting will be sent with this proxy (Article R.235-81 du Code de Commerce). Please do not use both "I VOTE BY POST" and "I HEREBY APPOINT" (Article R.235-81 du Code de Commerce). The French version of this document prevails. The English translation is for convenience only.

**(2) POSTAL VOTING FORM**

Article L.235-107 du Code de Commerce :

1. A shareholder can vote by post by using a postal voting form determined by Conseil d'Etat decree. Any other methods are deemed to be invalid.

Any forms received by the Company before the Meeting, within the time limit and conditions determined by Conseil d'Etat decree, are valid to calculate the quorum.

The forms giving no voting direction or indicating abstention are deemed to vote "no".

→ If you wish to use the postal voting form, you have to shade the box on the front of the document "I VOTE BY POST". In such event, please comply with the following instructions:

- For the resolutions proposed or signed by the Board, you can:
  - either vote "yes" for all the resolutions by marking the boxes "oui",
  - or vote "no" or "abstention" (which is equivalent to vote "no") by shading boxes of your choice.
- For the resolutions not signed by the Board, you can vote resolution by resolution by shading the appropriate boxes.

In case of amendments or new resolutions during the shareholder meeting, you are requested to choose between three possibilities (proxy to the Chairman of the general meeting, abstention, or proxy to a mentioned person (individual or legal entity)). By shading the appropriate box.

**(3) POUVOIR AU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

Article L.235-106 du Code de Commerce (extrait) :

« Pour toute proposition d'un actionnaire, sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale a une vote favorable à l'adoption du projet de résolutions présentées ou ajoutées par le conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour former tout autre vote, l'actionnaire doit être choisi d'un mandataire qui accepte de voter dans la forme indiquée par le mandant. »

**(4) POUVOIR A UNE PERSONNE DENOMMEE**

Article L.235-106 du Code de Commerce (extrait) :

1. - Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a pu et en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix.

2. Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation qui se caractérise par des opérations législatives ou réglementaires visant à protéger les investisseurs contre les opérations d'abus de marché de cours et de diffusion de fausses informations dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, il est interdit de donner mandat à un actionnaire pour le représenter.

3. Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

II - Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires, mentionnés à l'article L.235-102, afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.

Cette consultation est obligatoire lorsque, les statuts ayant été modifiés en application de l'article L.235-23 ou de l'article L.235-71, l'assemblée générale ordinaire doit nommer le conseil d'administration ou le conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprises dérivés des actions de la société. Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L.235-23 ou de l'article L.235-71. Les données contenues aux dispositions des articles précédents sont réputées non écrites.

Article L.235-106-1 du Code de Commerce :

Le mandat, dans les cas prévus aux conditions et quatuorzième alinéa du 1<sup>er</sup> du présent article L.235-106, l'actionnaire se fait représenter dans les cas prévus aux conditions et quatorzième alinéa du 1<sup>er</sup> du présent article L.235-106, l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou son partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.

**(3) PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING**

Article L.235-106 du Code de Commerce (extrait) :

"In the case of any vote of representation given by a shareholder without naming a proxy, the chairman of the general meeting shall issue a vote in favor of adopting or other resolutions submitted and approved by the Board of Directors of the Management Board, as the case may be, and a vote against adopting any other resolutions. To secure any other vote, the shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by the principal."

**(4) PROXY TO A MENTIONED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY)**

Article L.235-106 du Code de Commerce (extrait) :

1. - A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her partner who he or she has entered into a civil union with.

He or she can also be represented by an individual or legal entity of his or her choice :

2. When the shares are admitted to trading on a multilateral trading facility which is subject to the legislative and regulatory provisions that prohibit investors against insider information, price manipulation, and dissemination of false information as provided by the general regulation of the Autorité des marchés financiers (French Financial Markets Regulatory Authority) included on a list issued by the AMF subject to the conditions provided by its general regulation, and stated in the company memorandum and articles of association.

II - The proxy as well as its revocation, as the case may be, must be written and made known to the company. A Conseil d'Etat decree specifies the implementation of the present paragraph.

III - Before every general meeting, the chairman of the board of directors of the management board, as the case may be, may organize a consultation with the shareholders mentioned in Article L.235-102 to enable them to appoint one or more proxies to represent them at the meeting in accordance with the provisions of the Article. Such a consultation shall be obligatory when, following the amendment of the memorandum and articles of association pursuant to Article L.235-23 or Article L.235-71, the ordinary general meeting or members of the supervisory board of the company, meeting in the case may be, one or more shareholder employees or members of the supervisory board of the company, meeting in the case may be, must be named. Such a consultation shall also be obligatory where a special shareholders' meeting is required to take a decision on an amendment to the memorandum and articles of association pursuant to Article L.235-23 or Article L.235-71. Any clauses that conflict with the provisions of the preceding sub-paragraphs shall be deemed non-existent."

Article L.235-106-1 du Code de Commerce :

When, in the event envisaged by the third and fourth paragraphs of the article L.235-106, the shareholder is represented by a person other than his or her spouse or the civil partner with whom he or she has entered into a civil union

**FORM TERMS AND CONDITIONS**

This is the sole form pursuant to Article R.235-76 du Code de Commerce. Whichever option is used, the signatory should write his/her exact name and address. In capital letters in the space provided e.g. a legal guardian. If this information is already supplied, please verify and correct if necessary.

If the signatory is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he is entitled to sign on the legal entity's behalf. If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian, please specify your full name and the capacity in which you are signing the proxy. The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda (Article R.235-77 alinéa 3 du Code de Commerce).

The text of the resolutions to be included in the notification of the meeting will be sent with this proxy (Article R.235-81 du Code de Commerce). Please do not use both "I VOTE BY POST" and "I HEREBY APPOINT" (Article R.235-81 du Code de Commerce). The French version of this document prevails. The English translation is for convenience only.

**(2) POSTAL VOTING FORM**

Article L.235-107 du Code de Commerce :

1. A shareholder can vote by post by using a postal voting form determined by Conseil d'Etat decree. Any other methods are deemed to be invalid.

Any forms received by the Company before the Meeting, within the time limit and conditions determined by Conseil d'Etat decree, are valid to calculate the quorum.

The forms giving no voting direction or indicating abstention are deemed to vote "no".

→ If you wish to use the postal voting form, you have to shade the box on the front of the document "I VOTE BY POST". In such event, please comply with the following instructions:

- For the resolutions proposed or signed by the Board, you can:
  - either vote "yes" for all the resolutions by marking the boxes "oui",
  - or vote "no" or "abstention" (which is equivalent to vote "no") by shading boxes of your choice.
- For the resolutions not signed by the Board, you can vote resolution by resolution by shading the appropriate boxes.

In case of amendments or new resolutions during the shareholder meeting, you are requested to choose between three possibilities (proxy to the Chairman of the general meeting, abstention, or proxy to a mentioned person (individual or legal entity)). By shading the appropriate box.

**(3) PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING**

Article L.235-106 du Code de Commerce (extrait) :

"For all proposals of a shareholder, without indication of a proxy, the chairman of the general meeting shall issue a vote in favor of adopting or other resolutions submitted and approved by the Board of Directors of the Management Board, as the case may be, and a vote against adopting any other resolutions. To secure any other vote, the shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by the principal."

**(4) PROXY TO A MENTIONED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY)**

Article L.235-106 du Code de Commerce (extrait) :

1. - A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her partner who he or she has entered into a civil union with.

He or she can also be represented by an individual or legal entity of his or her choice :

2. When the shares are admitted to trading on a multilateral trading facility which is subject to the legislative and regulatory provisions that prohibit investors against insider information, price manipulation, and dissemination of false information as provided by the general regulation of the Autorité des marchés financiers (French Financial Markets Regulatory Authority) included on a list issued by the AMF subject to the conditions provided by its general regulation, and stated in the company memorandum and articles of association.

II - The proxy as well as its revocation, as the case may be, must be written and made known to the company. A Conseil d'Etat decree specifies the implementation of the present paragraph.

III - Before every general meeting, the chairman of the board of directors of the management board, as the case may be, may organize a consultation with the shareholders mentioned in Article L.235-102 to enable them to appoint one or more proxies to represent them at the meeting in accordance with the provisions of the Article. Such a consultation shall be obligatory when, following the amendment of the memorandum and articles of association pursuant to Article L.235-23 or Article L.235-71, the ordinary general meeting or members of the supervisory board of the company, meeting in the case may be, one or more shareholder employees or members of the supervisory board of the company, meeting in the case may be, must be named. Such a consultation shall also be obligatory where a special shareholders' meeting is required to take a decision on an amendment to the memorandum and articles of association pursuant to Article L.235-23 or Article L.235-71. Any clauses that conflict with the provisions of the preceding sub-paragraphs shall be deemed non-existent."

Article L.235-106-1 du Code de Commerce :

When, in the event envisaged by the third and fourth paragraphs of the article L.235-106, the shareholder is represented by a person other than his or her spouse or the civil partner with whom he or she has entered into a civil union

If any information included in this form is used for a computer file, it is protected by the provisions of Law No. 78-17 of January 6, 1978 modifiée, especially about rights of access and alteration that can be exercised by interested parties, namely their custodian.